

Jean-Daniel Porta  
Ch. des Daillettes 11  
1091 Bourg-en-Lavaux

Bourg-en-Lavaux , le 4 mars 2025

Bourse		Assainis.	
Grefe		Bâtiments	
RH		Locations	
BeL	0 6 MARS 2025		
Entrée			
Infras.		Muni	
Urbanisme		OP	
Durabilité		Police	

**RECOMMANDE**

Commune de Bourg-en-Lavaux  
Grefe municipal  
Route de Lausanne 2  
1096 Cully

**Mise à l'enquête du plan d'affectation communal (PACom) de Bourg-en-Lavaux**

Mesdames, Messieurs les Municipaux,

Par la présente, je vous informe être le propriétaire des parcelles n° 1499, 9810, 9811 sises dans la commune de Bourg-en-Lavaux. Selon le plan susmentionné, ces parcelles se situeraient en dehors du périmètre du plan d'affectation communal alors qu'elles sont à l'intérieur des frontières de la commune.

Je détiens également dans la même commune, les parcelles n° 2115, 8026, 8145, 9115, 9227, 9275, 9276, 9280, 9281, 9283, 9285, 9526, 9541, 9542, 9579, 9581, 9815, 9817, 9834, 9848, 9849 et 9850 dont certaines se situent à tout le moins en partie dans le périmètre du plan d'affectation.

Je suis donc directement concerné par ce dernier. Raison pour laquelle, je me dois d'y faire

**OPPOSITION**

pour les faits et motifs suivants :

Comme évoqué plus haut, certaines de mes parcelles se situent en dehors du périmètre du plan d'affectation alors qu'elles se trouvent pourtant sur le territoire de la commune. Selon ma compréhension, la totalité du territoire communal doit être affecté (art. 22 al. 2 LATC). En affectant qu'une partie du territoire et en laissant le soin au canton d'affecter le solde par l'intermédiaire du PAC Lavaux – je présume – la commune laisserait une portion de son territoire sans affectation pendant un temps incertain. Cela est d'autant plus vrai que le PAC Lavaux a fait l'objet de nombreuses oppositions, dont la mienne, qui sont traitées depuis plus de 5 ans déjà. La commune ne saurait dès lors laisser une partie de son territoire sans décider de son affectation. Au besoin, il lui appartient de créer des zones réservées.

En outre, la parcelle n° 9834 est actuellement affectée en zone à bâtir. Selon le plan mis à l'enquête, seule une partie resterait dans cette zone. Le solde échapperait au périmètre du plan. Son sort serait donc laissé à la libre appréciation du planificateur cantonal. Comme exposé dans le cadre de l'opposition que j'ai formée au PAC Lavaux, cette parcelle doit sortir de son périmètre.

En effet, bien qu'elle contienne des vignes, elle est également bâtie, à l'instar des bien-fonds n° 9842, n° 9852 ou encore du n° 5456, pour ne citer que ceux-ci. Pourtant, ils sont entièrement compris dans le plan d'affectation communal, respectivement en dehors du PAC Lavaux. De surcroît, ils sont pleinement colloqués en zone d'habitation malgré leur situation à l'extrémité du périmètre.

Manifestement, certains terrains contenant des vignes pourront rester entièrement en zone à bâtir et d'autres pas. Par souci d'égalité de traitement, toutes ces parcelles devraient être traitées de la même manière.

En outre, je constate que selon plan de protection de Lavaux modifié, la parcelle n° 9834 se situe entièrement en territoire d'agglomération II. A teneur de l'article 21 alinéa 1 de la Loi sur le plan de protection de Lavaux (ci-après : LLavaux), ce territoire est destiné en prédominance à l'habitat.

Or, le plan fait partie intégrante de la loi (art. 2 LLavaux). Il a force obligatoire pour les autorités (art. 4 al. 1 LLavaux) En particulier, il restreint la compétence des communes pour l'adoption de leur plans et règlements d'affectation (art. 4 al. 3 LLavaux). En d'autres termes, les communes ne peuvent pas y déroger. Dans la mesure où la parcelle n° 9834 est entièrement colloquée en territoire d'agglomération II par la loi, soit dans une zone destinée majoritairement à l'habitat, la totalité de cette parcelle doit être affecté en zone d'habitation nonobstant la teneur du PAC Lavaux. Son rang est inférieur à celui de la loi. Ces éléments ont été exposés dans le cadre de l'opposition que j'ai formée au plan d'affectation cantonal. Ils sont donc à nouveau présentés ici.

Concrètement, je requiers expressément que la parcelle n° 9834 soit comprise intégralement dans le périmètre du plan d'affectation communal et colloquée en zone à bâtir, conformément au plan de protection de Lavaux modifié et annexé à la LLavaux dont il fait partie.

Cette mesure serait de surcroît conforme au premier principe directeur du plan directeur communal actuellement mis à l'enquête, selon lequel il sied de compléter le tissu bâti. En effet, je suis d'avis que le fait de sortir la quasi-totalité de la parcelle du périmètre entraînera sa collocation hors de la zone à bâtir. Pourtant, les bien-fonds voisins situés dans la lignée des constructions à l'Est sont intégralement compris dans la zone d'habitation. Il en résulterait un décrochement brutal dans la continuité du tissu bâti. Cette rupture aurait d'ailleurs une incidence sur la tranquillité du quartier. En effet, ma parcelle encercle quasiment le bien-fonds n° 9835 sur lequel se situe une maison d'habitation à proximité de la limite. En cas de collocation de ma parcelle hors zone à bâtir, la maison d'habitation voisine se trouverait entourée par une zone classée en degré de sensibilité au bruit plus important. Dans cette hypothèse également, la distance à la limite de propriété prévue par le nouveau règlement du plan d'affectation ne serait pas non plus respectée. Son article 81 précise qu'elle est de 8 mètres de la limite si le fonds voisin est affecté en zone viticole. Cette distance ne pourra pas être tenue. La logique commande donc que le terrain n° 9834 demeure entièrement dans le périmètre du plan d'affectation communal, plus spécifiquement en zone d'habitation.

Pour toutes ces raisons, il sied de l'intégrer audit plan et à la zone à bâtir déjà à ce stade.

Je demeure à votre disposition pour en conférer, le cas échéant lors de la séance de conciliation.

En vous remerciant de donner à la présente la suite qu'elle appelle, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs les Municipaux, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Daniel Porta





La Poste Cully  
 Chemin de Versailles 6  
 1096 Cully

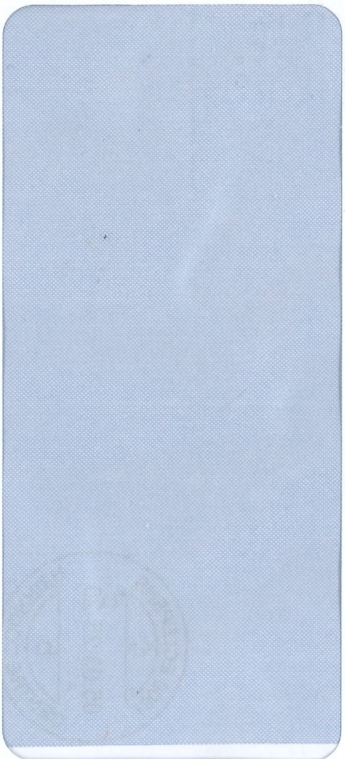


845D

Délai

13.03.

Bourse		Assainis.			
Grefle		Bâtiments			
RH		Locations			
Bel	0 6 MARS 2025				
Entrée					
Infras.		Muni			
Urbanisme		OP			
Durabilité		Police			



CASE POSTALE 112/1096 CULLY

05.03.25 10:34  
 CH - 1096  
 Cully

CHF 6.80

0.018 kg



R



Recommandé 98.00.109600 02532370